

# Introduction

## Les ressorts d'une fascination

Il ne fait aucun doute que les pays nordiques occupent une place à part dans l'univers des représentations de la démocratie moderne. Objets de fascination sans cesse renouvelée, même pour les critiques de ces systèmes politiques et sociaux, ces « petits pays » ont généré une attention internationale parfois sans commune mesure avec leur taille et leur place dans la géopolitique moderne. Bien sûr, on pourra rappeler qu'ils n'ont pas toujours été confinés au rang de puissances d'échelon modeste, et que les royaumes nordiques du Moyen Âge à l'époque moderne ont compté parmi les grands acteurs de l'Europe en constitution. Que ce soit au travers des intenses et vastes mouvements d'échanges et de colonisation avec les îles anglo-saxonnes, dans l'Atlantique nord et le pourtour baltique – jusqu'aux incursions en France et en Méditerranée et aux croisades durant le Moyen Âge ; ou bien dans la formidable capacité de projection militaire des royaumes suédois et danois du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, il y a eu véritablement une contribution scandinave forte et souvent sous-estimée à la géopolitique de l'Europe, bien au-delà de l'aire baltique. D'une autre manière, une fois relégués dans la classe des petits pays périphériques et pauvres, les scandinaves, au XIX<sup>e</sup> siècle, ont à nouveau envoyé sur les mers des centaines de milliers de migrants, cette fois bien miséreux et en quête d'horizons plus lumineux, vers les rivages de l'Amérique du nord. Ces populations sont venues gonfler les rangs des colons de la Pennsylvanie au Dakota, en passant par le Wisconsin<sup>1</sup>, contribuant au grand « melting pot » nord-américain ainsi qu'à des subcultures scandinaves plus ou moins durables. Mais dans le même temps, ces migrations très importantes à l'échelle des démographies léthargiques de l'Europe nordique avaient attisé le spectre d'un déclin encore plus tragique.

Et pourtant, c'est au XX<sup>e</sup> siècle que des démocraties neuves et parfois des nations tout récemment émancipées (Finlande, Islande, Norvège) ont le plus marqué les représentations progressistes à l'échelle internationale. La formation d'une communauté d'États mobilisés à leur échelle pour la défense de la paix et de la démocratie dans une époque profondément troublée et, surtout, le développement de régimes

---

1. Les Suédois avaient déjà installé des comptoirs avec les Néerlandais dans ce qui fut temporairement la « nouvelle Suède » au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, entre Delaware et Pennsylvanie.

d'économie sociale conciliant, comme nulle part ailleurs, les intérêts capitalistes et le bien-être de la collectivité citoyenne telles sont les grandes réalisations supposées qui ont conféré à la Scandinavie son rayonnement exceptionnel.

Cet ouvrage a pour fil conducteur cette question de l'exceptionnalité scandinave en même temps qu'il vise à proposer une synthèse et des analyses nouvelles des régimes politiques de l'Europe nordique. En cela, il comblerait un manque considérable en France, où il n'y a plus eu de tentative systématique pour appréhender les constructions démocratiques de cette région depuis près de cinquante ans<sup>2</sup>. Et les contributions qui ont pu s'y intéresser de près ont été très disparates et partielles. En effet, en dehors de rares manuels plus généraux d'histoire et de civilisation que nous évoquerons, l'essentiel de la littérature contemporaine en français semble s'être concentré sur une seule chose : l'idée quelque peu confuse mais hégémonique d'un « modèle » (socio-économique), souvent suédois, parfois danois, ou bien nordique. Cette obsession française mériterait, à elle seule, un livre qui reste à écrire et, quand bien même on peut trouver des justifications à cet intérêt renouvelé, il pose toutefois plusieurs problèmes : d'une part, il a durablement entretenu un climat de confusion entre ce qui relevait d'un pays particulier ou de la région entière, mais aussi une forme de bipolarité artificielle entre visions enchantées et désenchantées de contrées « exotiques » ; d'autre part il a occulté bien d'autres dimensions importantes et intéressantes des démocraties scandinaves, positives ou négatives. Et pourtant, l'intérêt des Français pour la chose scandinave est ancien, et elle a produit d'excellents travaux sur l'histoire, la mythologie et la littérature depuis l'époque médiévale.

Certes, on retrouve des éléments de cette fascination pour l'étrangeté scandinave bien au-delà de la France, les pays anglo-saxons, les États-Unis notamment, ayant contribué à une sorte de mythologie du nord de l'Europe depuis les années 1920-1930. L'ouvrage célèbre du journaliste américain Marquis W. Childs, *Sweden : The Middle Way* (1936)<sup>3</sup> et l'influence qu'il aurait eu sur Franklin D. Roosevelt durant le *New Deal* en reste sans doute le meilleur exemple, alors que ce travail était fortement marqué par ses approximations. Dans un étonnant mouvement d'aller-retour, on pourrait mentionner l'écho exceptionnel et durable que reçut outre-atlantique le célèbre « rapport » de l'économiste suédois Gunnar Myrdal, missionné par la fondation Carnegie pour étudier, avec un regard neuf, la question raciale aux États-Unis au début des années 1940<sup>4</sup>. Mais depuis, les Anglo-Saxons ne s'en sont pas tenus à la question sociale et ils ont produit – à leur échelle – une vaste et solide littérature sur les particularités des systèmes politiques, économiques et sociaux de l'Europe du Nord.

2. Celle-ci est à porter au crédit du juriste et politiste Raymond Fusilier.

3. Childs louait dans ce reportage la voie moyenne entre planisme socialiste et capitalisme libéral, en lien avec l'expérience des coopératives et la conciliation des intérêts des travailleurs, du patronat et de l'État.

4. Gunnar Myrdal, *An American Dilemma : The Negro Problem and Modern Democracy*, New Brunswick, Transaction, 1944. L'ouvrage de 1 500 pages s'est vendu à plus de 100 000 copies et a eu une très grande influence sur la pensée de l'Affirmative action avant le mouvement des droits civiques, ainsi que sur la sociologie de la question raciale.

## Dimensions de l'exceptionnalité

Quelles dimensions peut-on légitimement mettre en avant lorsque l'on évoque le caractère exceptionnel de ces démocraties ? Il semble que quatre thématiques se démarquent.

- La Scandinavie constitue d'abord un espace durablement marqué par la paix et l'essor de la liberté, peut-être le meilleur exemple des théories de la « paix démocratique<sup>5</sup> ». Après une histoire tumultueuse et conflictuelle jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par la rivalité entre Suède et Danemark, il n'y a plus eu de guerre d'agression depuis l'époque napoléonienne (1814), en dépit d'un conflit larvé entre la Prusse et le Danemark au sujet de territoires frontaliers. Même s'il a existé des tensions entre Suède et Norvège dans la perspective de l'indépendance de cette dernière en 1905, et que la Finlande, en représailles à l'agression soviétique de 1939-1940, a été de facto cobelligérante avec l'Allemagne nazie, qui occupait militairement le Danemark et la Norvège. Par ailleurs, il faut sans doute mettre à part la courte guerre civile finlandaise, qui suit l'accession à l'indépendance vis-à-vis de la Russie en 1917-1918, et qui fera des dizaines de milliers de morts en quelques mois. En dépit de ces épisodes non négligeables, les Scandinaves ont développé différentes formules de neutralité à partir du XIX<sup>e</sup> siècle (bien que plusieurs d'entre eux aient rejoint l'OTAN en 1949), ils se sont fortement engagés en faveur de la paix internationale depuis l'ère de la Société des Nations, puis dans le système des Nations Unies. Dans ce cadre, ils ont été parmi les plus actifs et ont formé une caste de diplomates de haut rang rompus à l'exercice des médiations et négociations dans les grands conflits mondiaux<sup>6</sup>. Le plus grand symbole de cet engagement est sans aucun doute la remise annuelle du prix Nobel de la paix – legs testamentaire de l'inventeur suédois de la dynamite, Alfred Nobel – et remis depuis 1901 à Oslo par un comité nommé par le parlement norvégien.
- Cette préférence pour la paix semble avoir eu des prolongements, en politique interne, dans la propension manifeste au compromis voire au consensus et à la paix civile. En effet, Il y a eu remarquablement peu de moments révolutionnaires au cours des derniers siècles et les épisodes de violence civile, de répression ou de luttes politiques ont été comparativement contenus. Il ne s'agit pas ici de nommer toutes les exceptions possibles, telle que la guerre civile finlandaise déjà évoquée. Ces pays ont connu des transitions parfois tardives de la monarchie absolue, des contestations ouvrières fortes et durables, qui se sont traduites par des grèves et lock-out<sup>7</sup>, et les crises de diverses intensités ont existé : la dernière

5. Selon ces théories, les démocraties ne se font pas la guerre entre elles et la nature de ces régimes expliquerait cette paix durable, même si de nombreuses polémiques sont associées aux entreprises militaires (du commerce des armes aux interventions directes) menées par ces démocraties.

6. Les premiers, et plus emblématiques de cette lignée, sont probablement les Suédois Raoul Wallenberg et Folke Bernadotte qui négocient avec le régime nazi pour sauver un grand nombre de juifs et de ressortissants nordiques des camps de concentration.

7. La Suède tenait ainsi un record européen du nombre de jours de grèves dans les années 1920.

en date est la quasi-faillite de l'Islande en 2008, avec ses conséquences politiques et constitutionnelles notables. Dans ce contexte, les épisodes de violence sont apparus avec d'autant plus d'acuité, à l'instar des assassinats politiques (le Premier ministre suédois Olof Palme en 1986, à ce jour non résolu, et la ministre suédoise des Affaires étrangères Anna Lindh en 2003), et des effroyables attentats d'Oslo, en juillet 2011, perpétrés par un activiste d'extrême-droite (Anders Behring Breivik). Mais l'image qui semble la plus persistante pour l'observateur est celle d'une capacité à créer les conditions de négociations aboutissant aux compromis ou au consensus entre des forces sociales et politiques opposées, entre capital et travail, à mettre en place des institutions de représentation des intérêts et à mobiliser les citoyens dans de grandes organisations légitimes, à l'image des taux de syndicalisation particulièrement élevés. La Finlande a aussi éprouvé ses formes de conciliation des oppositions, au travers de ses coalitions gouvernementales devenues la norme et rassemblant des partis très divers, au point que certaines furent joliment estampillées « arc-en-ciel », dans les années 1990.

- Ces régimes ont bénéficié d'une grande stabilité institutionnelle, qui donne à voir des similitudes fortes entre les pays de la région, par exemple la durabilité des cadres constitutionnels, pour les monarchies parlementaires du Danemark, de Norvège et de Suède comme pour les républiques finlandaise et islandaise. Mais on pourrait aussi insister sur la stabilité et les similarités de régimes parlementaires coopératifs, les systèmes de partis longtemps axés sur cinq grands types d'organisation et, pour au moins trois de ces pays, l'exceptionnelle domination de grands partis sociaux-démocrates<sup>8</sup>. Ces cadres ont notablement évolué depuis les années 1970 et il sera important de comprendre les transformations et les continuités. Enfin, il faudra réfléchir au caractère exemplaire de démocraties qui se sont distinguées par leur tradition de transparence, de respect des droits et d'innovation, ainsi que par leur faible exposition à la corruption. Mais dans des contextes profondément renouvelés de sociétés bien plus diversifiées, depuis quelques décennies, d'intégration européenne et de crises cycliques, on peut s'interroger sur la résilience et la capacité d'adaptation de ces institutions.
- Le dernier thème, et non le moins important, c'est évidemment la conciliation de modèles de capitalisme innovants et dynamiques avec des systèmes de sécurité sociale universalistes et extensifs, qui font que ces pays restent les plus égalitaires au monde, tout en étant aussi parmi les plus prospères. Ces régimes d'économie mixte n'ont pas toujours été aussi précoces qu'on le pense et il a fallu beaucoup de temps pour sortir d'une pauvreté agraire puis ouvrière endémique. Dans ce grand récit, les mouvements ouvriers ont pris une place centrale légitime, même s'il conviendra d'y apporter des nuances. Tour à tour attirée par la Suède, le Danemark, la Finlande, voire l'Islande, la vogue des « modèles » socio-économiques a été un discours très influent à l'échelle internationale et un registre dont les Scandinaves ont habilement tiré parti. Mais ces régimes ont

8. Jan-Erik Lane *et alii*, « Scandinavian exceptionalism reconsidered », *Journal of Theoretical Politics*, 1993, 5(2), p. 195-230.

traversé de nombreuses crises et il faudra voir comment ils ont su se renouveler dans la mondialisation, à l'heure où les partis sociaux-démocrates ne sont plus aussi dominants. On insistera également sur ce qui reste de commun et ce qui se différencie dans les trajectoires contemporaines des États scandinaves.

## Le cadre d'analyse

Sans doute l'auteur sera-t-il tenu de justifier le choix d'un titre qui englobe cinq pays sous le vocable de « scandinave ». En effet, ce terme a un certain degré de polysémie. Géographiquement, il fait référence à la péninsule scandinave, c'est-à-dire la Suède et la Norvège. Et ce, bien que les premières traces de ce lexique, dans *l'Historia naturalis* de Pline l'Ancien, suggèrent qu'il s'agissait d'un ensemble d'îles<sup>9</sup>. Son succès – et son ambivalence – est venu de sa reprise tardive, au XIX<sup>e</sup> siècle, par un mouvement « scandinaviste » visant notamment à réunifier, sous une seule couronne, un ensemble régional en phase de déclin qui comprenait le Royaume de Suède et Norvège, le Danemark et ses possessions (dont l'Islande), et la Finlande passée sous tutelle russe, après avoir été suédoise durant sept siècles<sup>10</sup>. C'est ensuite que le terme s'est répandu et a pris une dimension culturelle et linguistique plus large que l'on retiendra dans cet ouvrage, de manière interchangeable avec la notion de « pays nordiques ». En effet, cet ensemble d'États est traversé par des liens anciens et complexes d'intercolonisation qui ont façonné leurs identités au cours du temps. Et si l'on peut à bon droit insister sur la forte mixité des pays-frontières, le Danemark aux confins des territoires germaniques, et surtout la Finlande voisine de la Russie (et dotée d'une langue qui n'appartient pas à la même famille scandinave), on peut aussi rappeler que le Suédois est toujours langue officielle en Finlande, avec une minorité de suédophones d'environ 6 % de la population et un parti qui les représente<sup>11</sup>. Au final, cette région est marquée par une diversité culturelle dont on ne soupçonne pas toujours l'ampleur depuis l'étranger et par une habitude d'homogénéisation dommageable. Sait-on par exemple que la Norvège a deux variantes de langue officielle, dont l'une est une réinvention du XIX<sup>e</sup> siècle à partir des anciens dialectes du pays ?

Car s'il existe indéniablement une région nordique, matérialisée par ces nombreux échanges, circulations et processus de colonisation croisés, puis par la constitution, après 1945, d'un Conseil nordique ouvrant les frontières aux travailleurs et citoyens des différents pays, il y a également un très fort attachement national dont

9. Il existe plusieurs termes proches comme Scatinavia, Scania et Scandia qui font référence de manière confuse à ces régions septentrionales.

10. De 1397 à 1523, les royaumes de Danemark-Norvège et de Suède avaient été rassemblés dans une « Union de Kalmar ». Ces visées hégémoniques expliquent une certaine distanciation des Nordiques vis-à-vis du terme « Scandinavie », bien sûr toujours communément utilisé, mais auquel on préfère souvent le terme plus neutre, mais aussi moins précis de « Norden » (le Nord).  
11. Par ailleurs, les langues finno-ougriennes sont l'idiome de minorités substantielles au nord de la Suède et de la Norvège. Les langues sames (Finlande, Norvège, et Suède) et kven (Norvège) sont parlées par quelques 50 000 personnes aujourd'hui même si certaines formes sont éteintes ou en voie d'extinction.

l'expression est souvent marquée par la floraison de drapeaux dans les jardins et sur les façades des maisons particulières. Malgré une histoire ancienne, plusieurs États n'ont obtenu leur indépendance qu'au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle : après avoir été partie prenante du royaume de Suède jusqu'en 1809, puis dominion russe durant un siècle, la Finlande s'est émancipée dans la douleur à la faveur de la révolution bolchevique de 1917. État en constitution au Moyen Âge, la Norvège a finalement été subordonnée à la monarchie danoise à partir du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'à 1814, puis intégrée dans une union avec la Suède, jusqu'à l'indépendance de 1905. Enfin, l'Islande a aussi connu les prémisses d'une souveraineté étatique et, en un sens, populaire entre le <sup>x</sup><sup>e</sup> et le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, avant de passer sous domination norvégienne et danoise. Elle a acquis une autonomie dans le cadre d'une union personnelle avec la monarchie danoise (1918), puis est devenue une République indépendante en 1944.

C'est pourquoi l'on peut mieux concevoir non seulement l'attachement à l'indépendance nationale, parfois tardivement acquise, mais aussi les restes de méfiance vis-à-vis des grandes puissances dominatrices que furent le Danemark et la Suède. Dans la période récente, le renforcement de la coopération nordique n'a pas empêché un certain nombre de divergences de trajectoire assez fondamentales avec l'association de trois pays à la fondation de l'OTAN en 1949 (Danemark, Islande, Norvège), tandis que Suède et Finlande restaient formellement neutres, avec des nuances qu'il faudra envisager. Le Danemark a ensuite fait partie de la deuxième vague d'extension des Communautés européennes en 1973, alors que la Norvège refusait par deux fois son entrée par référendum (1972 et 1994). Finlande et Suède ont rejoint l'Union européenne en 1995, les Finlandais acceptant l'Euro alors que les Suédois l'ont refusé par référendum, tout comme les Danois, au prix d'exemptions chèrement négociées. Enfin, l'Islande – membre de l'Espace économique européen comme la Norvège – n'a entamé des négociations d'adhésion prudentes qu'à l'occasion de la très grave crise financière et politique qu'elle a traversée à partir de 2008<sup>12</sup>.

Cet ouvrage développe une approche principalement politique et historique. Mais il ne propose pas une histoire politique générale et chronologique. Le choix de l'inscrire dans la sociologie historique des structures de l'État et de la genèse démocratique vise à éclairer des périodes qui restent mal connues mais qui ont compté pour ce qu'est devenue la Scandinavie, sans pour autant verser dans la prédestination. Le premier chapitre portera ainsi sur les différentes échelles temporelles et spatiales des anciens États de l'Europe du Nord jusqu'à l'époque moderne et le chapitre deux replacera les institutions politiques dans le contexte du nationalisme et de la démocratisation jusqu'au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Le chapitre trois mettra l'accent sur les fondations de la domination exceptionnelle des mouvements ouvriers et des « régimes sociaux-démocrates », qui sont sans aucun doute la meilleure expres-

12. Il faut noter que les territoires associés au Danemark et devenus de plus en plus autonomes, comme le Groenland (4 fois la France et 50 000 habitants) et les îles Féroé (56 000 habitants), ont opté pour des statuts particuliers. Le premier a souhaité une sortie de l'Europe unie par le référendum de 1984 et les secondes ne sont jamais rentrées dans le processus. L'archipel baltique d'Åland, entre Suède et Finlande, État associé à la Finlande et démilitarisé depuis les années 1920, avec le suédois comme langue officielle, se trouve intégré à l'UE avec des clauses particulières.

sion d'un *sonderweg* scandinave. Ensuite, l'analyse portera plus précisément sur les dimensions contemporaines des institutions et des sociétés politiques depuis les années 1960, au travers de l'évolution des systèmes politiques et partisans (chapitre quatre) ainsi que de la consolidation et des premières crises de l'État social et de la social-démocratie (chapitre cinq). Le chapitre six concentrera l'analyse sur les transformations et les contradictions d'un positionnement international original, entre neutralité et activisme. Enfin, le chapitre sept proposera d'éclairer les divergences de trajectoires les plus récentes, à l'aune des différents rapports à la construction européenne, de l'enrichissement exceptionnel de la Norvège et de la crise islandaise de 2008. Ce sera l'occasion de s'interroger sur la résilience d'un projet social et égalitaire spécifique et conjoint dans le contexte de mondialisation néolibérale.

